

Mihaela-Loredana Nabăr est licenciée de l'Université Babes-Bolyai en relations internationales et en management des institutions européennes. En 2007, elle a obtenu le diplôme de Master en Etudes Européennes Comparées octroyé par les universités Babes-Bolyai et Paris-Est Marne-la-Vallée. En 2010, elle a obtenu le titre de docteur en histoire de l'économie avec une thèse sur les projets économiques de la Société des Nations. Les domaines d'intérêt de Loredana Nabăr sont : les relations économiques internationales, le management des projets, les sciences politiques, l'implémentation des politiques de convergence et de cohésion économique dans les Etats de l'Union Européenne.

Mihaela-Loredana Nabăr, *Les projets économiques de l'entre-deux guerres - prémisses de l'unification européenne*

© 2014 Institutul European, Iași

www.euroinst.ro

INSTITUTUL EUROPEAN

Iași, str. Grigore Ghica Vodă nr. 13

euroedit@hotmail.com

Descrierea CIP a Bibliotecii Naționale a României

NABĂR, MIHAELA-LOREDANA

Les projets économiques de l'entre-deux guerres - prémisses de l'unification européenne / Mihaela-Loredana Nabăr. - Iași : Institutul European, 2014

Bibliogr.

ISBN 978-606-24-0057-6

33

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de la Maison d'Édition, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par la Loi n° 8/1996.

Printed in ROMANIA

MIHAELA-LOREDANA NABĂR

Les projets économiques de l'entre-deux-guerres – prémisses de l'unification européenne

INSTITUTUL EUROPEAN

2014

Tables des matières

Introduction / 9

- I. Le contexte des projets économiques proposés par les responsables de la Section économique et financière de la Société des Nations / 19
- II. Le point de départ des projets économiques proposés par Pietro Stoppani et par Arthur Salter / 31
 - 2.1 Les projets économiques de la Société des Nations entre les années 1920-1924 / 31
 - 2.2 Les idées conductrices de la Conférence économique internationale de Genève de 1927 comme le point de convergence pour les projets économiques de la Société des Nations d'avant la crise / 38
 - 2.3 Les principes économiques internationaux et leur mise en place par le projet des Etats-Unis d'Europe / 58
- III. Le projet économique d'Arthur Salter et ses répercussions sur le processus de création des Etats-Unis d'Europe / 65
 - 3.1 Les méthodes proposées par Salter pour la mise en pratique du projet d'unification économique européenne / 76
 - 3.2 Les étapes nécessaires et les autorités responsables pour la mise en pratique du projet d'une Europe Fédérale / 81
 - 3.3 La thèse anglo-saxonne concernant le rôle de la Société des Nations et son impact sur les lignes directrices du projet d'une Europe Fédérale d'Arthur Salter / 98
- IV. Pietro Stoppani et le projet de solidarité économique en Europe / 101
 - 4.1 La régionalisation en Europe / 101
 - 4.2 Le projet de régionalisation économique en Europe proposé par Pietro Stoppani / 114

- 4.2.1 Les deux formes de construction des Etats-Unis d'Europe / 117
 - 4.2.2 Les conditions préalables pour la mise en pratique d'un système de collaboration économique entre les Etats européens / 123
 - 4.2.3 Qu'est-ce que le Pacte de Solidarité Economique ? / 126
 - 4.3 Résumé et suggestions / 149
- V. Les causes de l'insuffisance de la SDN après l'année 1933 et le processus de l'adoption de la réforme de la SDN – La réforme du système économique de l'entre deux guerre / 155
- 5.1 La Réforme Bruce. D'un projet de l'« idéologie neutre » à ses difficultés d'application (septembre 1939 - juin 1940) / 161
 - 5.1.1 L'adoption de la réforme proposée par Stanley Bruce / 162
 - 5.1.2 La réunion et l'expression du rôle du Comité d'organisation / 166
 - 5.1.3 L'ajournement de la réforme et de l'application de l'approche fonctionnaliste de la SDN / 170
 - 5.2 L'influence de la Société des Nations sur l'assemblage ultérieur du marché européen unique et marché global unique / 174
 - 5.3 La réforme du système international des Institutions de Genève / 191
- VI. La Société des Nations – les obstacles face à ses réalisations pratiques / 195
- 6.1 Les obstacles du contexte par rapport aux démarches de la Société des Nations pour mettre en place un système économique universel fondé sur les principes de Woodrow Wilson / 195
 - 6.2 La dimension juridique et les limites des démarches économiques de la Société des Nations / 199
 - 6.3 Les dimensions réaliste et idéaliste du nouvel ordre mondial d'après la Première Guerre mondiale et leurs effets pour les projets économiques de la Société des Nations / 202

- 6.3.1 Le reflet de la dimension idéaliste du projet de Woodrow Wilson sur les projets économiques mis en pratique par les leaders de la Société des Nations / 203
 - 6.3.2 Pourquoi une dimension idéaliste attribuée à la Société des Nations comme cause de l'échec partiel des projets économiques de la SDN ? L'idéalisme de la SDN et la théorie de la domination étatique de François Perroux / 206
- 6.4 Le reflet de la dimension réaliste du projet de Wilson sur les projets économiques mis en pratique par les leaders de la Société des Nations / 212

VII. Conclusions / 215

Bibliographie / 233

1. Le contexte des projets économiques proposés par les responsables de la Section économique et financière de la Société des Nations

En analysant le militantisme vis-à-vis des idées et des principes de la SDN, on peut parler de trois périodes dans son histoire, fortement liées aux actions et aux projets politiques et économiques de l'organisation⁵. Ainsi, aux débuts de la SDN comme organisation universelle militant pour la paix entre tous les Etats du monde, on peut parler des partisans des idées politiques de la SDN. Pendant les années 1920 et particulièrement dans les années 1930, les partisans d'une Europe Economique plus que d'une Europe Politique deviendront de plus en plus forts.

Dans la première étape, les leaders politiques se concentraient sur des projets de réforme et de réorganisation du système international d'après la Première Guerre Mondiale, de même que sur la création de la Société des Nations en 1919 et sur la création d'un cadre qui allait favoriser le développement de la SDN et l'application des ses principes.

⁵ Jean Michel Guieu, *Le rameau et le glaive. Les militants français pour la Société de Nations*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 2008.

La deuxième période est celle des années 1920 et s'est caractérisée par l'application des principes pacifistes du Pacte de Paris de 1919. Ces années ont été les plus fructueuses pour la création de l'ordre universel voulu par la SDN.

Les projets d'Arthur Salter et de Pietro Stoppani sont les résultats des idées plutôt régionalistes que des idées universalistes. Les deux militants pour la consolidation de l'Europe Economique plutôt que de l'Europe Politique ont fait partie du Cercle des militants comme Alphonse Aulard, Georges Scelle, Emil Borel, Joseph Barthélemy, Jean Hennessy ou Henry de Jouvenel.⁶ En tant que membres du mouvement universaliste genevois, les plus importantes personnalités de la vie politique et économique de la deuxième moitié des années 1920 ont pensé de plus en plus à l'action au niveau du continent européen et ont agréé la régionalisation de la SDN comme seule manière de sortir de ses difficultés.

Les projets d'unité économique entre les Etats européens sont nés dans un contexte caractérisé par un effervescent mouvement intellectuel autour de l'idée d'Europe Unie, animée par des actes pro-européens, dont le plus connu a été l'Union Paneuropéenne de Richard Coudenhove-Kalergi et l'Union douanière européenne, qui proposaient des comités nationaux dans un grand nombre de pays européens. La réalisation de l'unité universelle était de plus en plus difficile dans les conditions où l'unité des Etats européens n'était pas atteinte. La construction d'une Société des Nations, à l'échelle universelle, avant la création de l'Europe Unie ressemblait à la comparaison de Henry Jouvenel, celle de « mettre une armée en marche sans se soucier de ses cadres ».⁷

Les idées favorables à l'existence d'une Europe Unie ont été soutenues aussi de point de vue juridique par la théorie du juriste chilien Alejandro Alvarez, qui soutenait que l'existence d'un ordre

⁶ *Ibidem*.

⁷ Henry de Jouvenel, texte de la préface de Claude-Henry de Saint Simon et Augustin Thierry, *De la réorganisation de la Société Européenne*, p. 18.

global n'était pas possibles sans l'existence des solidarités continentales. Etant donné le fait que pour la mise en pratique de la SDN, la plus importante solidarité continentale était l'Europe, il restait donc préférable de réaliser une Union entre les Etats Européens autour de laquelle les autres Etats pourraient adhérer progressivement jusqu'à la création d'un ordre universel fonctionnel – la SDN.

Au milieu de ces idées, le régime juridique de l'organisation européenne n'était pas bien fondé, la cause étant l'évolution fulgurante des idées de la création d'une Europe unie et, aussi, les formules que les intellectuels proposaient comme fondement pour la structure unie du continent européen. Ainsi, Jean Hennessy voulait une « union fédérale des Etats Européens »⁸, George Scelle croyait en « une Société Européenne des Nations, embryon des futurs Etats-Unis d'Europe »⁹, Alphonse Aulard parlait de la création des « Etats-Unis d'Europe » au sein de d'une Société des Nations transformée en « une fédération des fédérations »¹⁰.

La troisième période s'ouvre au début des années 1930 et se caractérise par les efforts de plus en plus soutenus, entrepris par les militants de la SDN pour sauver les principes de la Sécurité collective. Pendant cette période, les actes des militants ont participé à la mise en pratique de l'ordre mondial commun et pacifique, continué par les principes de l'Organisation des Nations Unies.

La réalisation d'une Société des Nations régionale, comme la première étape pour le développement de la Société des Nations – organisation universelle, était favorisée par le Pacte de la SDN, l'Article 21, qui permettait la création des ententes régionales. Sur le fond de la création des ententes régionales, les organismes spécialisés

⁸ Jean Hennessy, « L'Europe et le fédéralisme », in *L'Europe Fédéraliste. Aspirations et réalités*, Conférences faites au Collège libre de sciences sociales, Marcel Giard, Paris, 1927.

⁹ George Scelle, « La crise de la SDN », in *La Dépêche*, 18 mai 1926, p. 1.

¹⁰ Archives de la SDN, « Bulletin de la Ligue des droits de l'homme : Deux conférences », CDH, 1926.

de Genève devraient « assurer un contrôle vraiment efficace et énergétique de la politique de tout ces groupements séparés »¹¹.

Les idées d'unification économique de l'Europe ont été aussi favorisées par la crise de l'année 1929, un moment historique pendant lequel la marche commune a été vue comme un instrument de stabilisation économique et financière des Etats européens.

Dans un tel contexte, les courants traditionnels expliquant les causes de la crise de 1929 ont été nombreux et, généralement, situés autour d'une analyse bidimensionnelle ; ainsi, les raisons de la crise ont été placées dans le cadre théorique des idées socio-économiques ou dans un cadre plus empirique, selon le cas¹².

Les hommes politiques qui ont soutenu l'idée de Wilson dès la signature du Pacte de Versailles avaient déroulé des actions différentes en ce sens, ayant le même but, au moins au niveau théorique. En France, Léon Bourgeois, soutien d'une société des nations, a vu la Société des Nations comme l'organisme qui allait prévenir et réprimer la guerre, assurer la sécurité du monde, généralement par des instruments pacifiques, mais en disposant d'autorité pratique, vigoureuse et armée, pour que les Etats respectent sa compétence¹³. En Angleterre, Lloyd George n'a pas été intéressé du projet de la Société des Nations, mais pour ne pas faire la note discordante avec les Etats qui soutenaient un tel projet et avec l'opinion publique intéressée de ce projet, allait laisser cette question dans la responsabilité du Général Smuts et de Robert Cecil, tous les deux membres du Comité de guerre. Les deux allaient prendre des mesures pour la mise en action des principes de Woodrow Wilson, en regroupant tous les associations favorables à la Société des Nations. Les Anglais ont vu dans la Société des Nations une structure qui devrait diminuer les conflits entre les puissances et permettre l'instauration d'un système traditionnel d'équilibre, des

¹¹ George Scelle, « La crise de la SDN », in *La Dépêche*, 18 mai 1926, p. 1.

¹² Bruno Marcel, Jaques Taieb, « Les Racines de la Crise », in *Les grandes crises. 1873 – 1929 – 1973*, Armand Collin, Paris, 2008, pp. 172-182.

¹³ Léon Bourgeois, *L'œuvre de la Société des Nations (1920-1923)*, Payot, Paris, 1923.

idées soutenues par Clemenceau et Lloyd George. La Société des Nations, en conformité avec les principes fondateurs, devait s'engager pour le respect du droit et pour la création d'une culture de coopération interétatique¹⁴, comme une organisation par « bonne volonté », sans des principes imposés aux Etats d'une manière obligatoire¹⁵.

En ce qui concerne le type de crise économique et le rôle de la Société des Nations pour l'amélioration des conséquences de la Première Guerre Mondiale, on peut parler d'une crise déterminée par le régime d'accumulation productive qui caractérise la période des années vingt. La croissance économique qui s'installe après la Première Guerre mondiale débouche sur un boom inflationniste, facilité par les politiques monétaires américaines, qui accentuent l'effet de levier, mais conduit progressivement à une situation de surendettement qui provoque le retournement de la tendance et la dépression. En effet et de façon implicite, le surendettement va générer la dépression, la dégradation des monnaies, la fluctuation des taux de change, l'inflation.

Ce processus qui va éclater par la crise économique des années 1930 est de type cumulatif, comme l'a montré Fisher¹⁶, car la dépression se traduit par la baisse des prix qui augmente le poids de la dette réelle, phénomène qui pousse encore plus à se désendetter et donc à ne pas investir. L'assainissement se fera, car la faillite et le

¹⁴ La culture de coopération interétatique que proposait la Société des Nations a eu comme principe de base la responsabilité et la limitation des tendances belliqueuses que le contexte de la Première Guerre Mondiale avait implantées dans la mémoire des Etats européens.

¹⁵ Pour plus de détails en ce qui concerne les positions des responsables des Etats pour la mise en place de la SDN, voir Jean Baptiste Duroselle ; Pierre Renouvin, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Pocket, Paris, 1997.

¹⁶ Irving Fisher « La théorie des grandes dépressions par la dette et la déflation », 1933 in *Revue économique*, no. 3, 1988 et aussi, du même auteur, *Theory of interest*, Augustus M. Kelly, Clifton, 1986.

désendettement permettront de rétablir la rentabilité d'autant plus que les taux d'intérêt vont baisser.

En appliquant la théorie de Fisher à l'activité de la Société des Nations, on peut distinguer deux dimensions de régime d'accumulation qui caractérise la crise de l'entre-deux-guerres:

- *Le régime d'accumulation extensive* qui caractérise les années de début de la Société des Nations, c'est-à-dire les années 1920. Il a comme des traces distinctives la croissance qui repose sur une augmentation des facteurs de production et ne connaît que de faibles gains de productivité. Le partage de la valeur et la valorisation du capital sont fondés, pour reprendre la terminologie marxiste, quand la plus grande valeur absolue des profits sont obtenus par compression des salaires et augmentation de la durée et de l'intensité du travail. La norme de consommation est peu dynamique et l'essentiel de la consommation populaire se compose de produits des secteurs non-capitalistes¹⁷.
- *Le régime d'accumulation intensive* qui commence à se développer à la fin des années 1920 et qui va connaître son apogée dans les années 1960. Il se caractérise par une croissance économique fondée sur d'importants gains de productivité, en résultant de la mise en œuvre des techniques qui transforment et améliorent les méthodes des productions. Dans ce cadre, celui du régime d'accumulation, la Société des Nations doit jouer le rôle d'un système de régularisation, caractérisé comme: « L'ensemble des formes institutionnelles, des réseaux des normes explicites ou implicites, assurant la compatibilité des comportements dans le cadre d'un

¹⁷ Karl Marx, « Critique de l'économie politique », in John Baby, *Economie et politique*, Ed. Schlicher Frères, 1954, p. 46. La théorie de Marx en ce qui concerne la production est qu'« une activité de production nécessite les moyens de l'industrie et de la coopération... Le monde de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale intellectuelle et politique. » Cette théorie vient soutenir les projets économiques de la SdN comme la solution de la coopération et du développement du monde après la Première Guerre Mondiale.

régime d'accumulation conformément à l'état des rapports sociaux et par delà leur rapport conflictuel »¹⁸.

En conclusion, on peut dire que l'évolution monétaire des années 1920 est tridimensionnelle et le circuit des monnaies est très différent d'un pays à l'autre, ce qui va mettre les organismes techniques de la SDN face à une situation de plus en plus difficile, pendant leur démarche de mise en pratique les principes économiques de l'organisation.

Premièrement, on peut parler *d'un retour et d'une revalorisation à la parité d'avant guerre*. A ce niveau se trouve la Grande Bretagne, inquiétée en face de l'évolution du dollar et désirant beaucoup redonner à la livre son lieu et sa fonction d'avant la Première Guerre mondiale. Le relancement de la livre sera réalisé en trois étapes :

- La grande déflation des années 1919 remet le budget en excédent, réduit la masse monétaire et va amener au retour des capitaux étrangers à Londres.
- L'évolution favorable entre les années 1922-1925 due à l'effondrement du mark en 1923, à l'arrivée du Cartel de Gauche en France en 1924 et « au mur d'argent » qui va déterminer l'affluence des capitaux en Angleterre.
- Le Gold Bullion Standard Act des années 1925 qui va rétablir la convertibilité or de la livre à la parité d'avant la guerre.

Deuxièmement, on peut parler *des effondrements conduisant à des démonétisations*, phénomène avec lequel se sont confrontées les monnaies de la Russie, de toute l'Europe Centrale à l'exception de la Tchécoslovaquie, mais surtout celles de l'Allemagne. L'Allemagne a connu dans la période 1919-1923 une ligne d'évolution de la monnaie très irrégulière, très différente d'une année à l'autre. On peut parler

¹⁸ Alain Lipietz, « Accumulation et sortie de la crise : quelques réflexions méthodologiques autour de la notion de régulation », in *Cahier du C.E.P.R.E.M.A.P.* nr. 8409, p. 2.

d'un phénomène d'inflation de plus en plus fort et d'une dépréciation croissante du mark. L'évolution de cette trajectoire flottante et instable a été modérée jusqu'en 1921, s'accélère en 1922 et elle commence se stabiliser en 1923, en même temps avec le processus mis en place par Luther, le ministre des finances et Schacht, le directeur de la Reichsbank¹⁹.

En 1929, on peut parler d'une prospérité fragile de l'Allemagne, mais dans tout ce rétablissement de la vie économique, sociale et politique, un rôle important revient à la Société des Nations, structure internationale qui représente la première structure de coopération internationale où l'Allemagne va rentrer en 1925.

La troisième dimension de système international des années 1920 se caractérise par *des dépréciations sensibles qui conduisent à des stabilisations – dévaluations*. A ce niveau se trouvent une quinzaine de monnaies, c'est-à-dire la majorité des monnaies d'Europe occidentale, parmi lesquelles la plus importante est le franc.

Le modèle de la France est emblématique pour cette dimension. La monnaie française a connu beaucoup de périodes de décadence suivies par des périodes de relâchement financier. Pendant les années 1919-1924, le franc a connu une dépréciation modérée et irrégulière. Les dépenses de guerre, l'inflation, le déficit commercial externe et l'attitude intransigeante en ce qui concerne les dettes de l'Allemagne et l'occupation de la Ruhr en 1923 sous Poincaré, viennent à favoriser la dépréciation du franc et à transformer les problèmes du système financier international dans les problèmes internes du système monétaire national. Pendant la période 1924-1926, en même temps avec la victoire de Cartel de Gauches, la dépréciation du franc s'accélère et devient de plus en plus grave²⁰.

Entre les années 1926-1928, le franc se redresse d'une manière rapide et inattendue, ainsi qu'il apparaîtra au début de la crise, comme la monnaie plus stable et plus forte de l'Europe²¹. Cette évolution du système économique français est favorisée par le reversement du mouvement des capitaux et par la vie politique favorable à une revalorisation du franc, jusqu'à sa valeur de 1914. Cette croissance était vraiment idéaliste, idéalisme ressenti spécialement par les hommes politiques français qui devaient mettre en scène les idées de Poincaré, le Président du Conseil de revalorisation de la monnaie nationale. La difficulté et les menaces du projet de revalorisation du franc sont bien surprises par les paroles du gouverneur de la Banque de France : « Les choses n'étaient pas si simples... Je savais que, comme l'avait établi le Comité des Experts dès 1926, il n'était pas possible de revaloriser le franc au-delà des certaines limites sans imposer un effort de réadaptation particulièrement douloureux à l'économie nationale. Si nous sacrifions les forces vives de la nation à sa richesse acquise, nous compromettons le redressement accompli et nous préparons à plus au moins bref délai une contre- spéculation sur notre monnaie »²².

Même si à la fin des années 1920 on peut parler d'un retour à un ordre financier et à la stabilité monétaire, dans les conditions de la paix de Locarno, quand la stabilité semble se généraliser, il faut dire que tout cet esprit se caractérise par un optimisme bien illusoire. La fragilité est généralisée, le système financier est inéquitable et déséquilibré, la prospérité est limitée, partielle et précaire, le pacifisme est un rêve bien illusoire et les problèmes du système financier sont des plus en plus complexes et il est difficile de les administrer. Sur le fond d'un tel contexte économique et financier, la SdN va soutenir les activités de ses organisations et de ses commissions et ses comités

¹⁹ Stéphan Zweig, « Le sabbat de l'inflation », in *Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Belfond, 1982.

²⁰ Jean Noel Jeanneney, *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir : La faillite du Cartel de Gauches, 1924-1926*, Editions du Seuil, Paris, 1977.

²¹ Emile Moreau, *Souvenirs d'un gouverneur de la Banque de France : Histoire de la Stabilisation du Franc (1926-1928)*, M. Th. Génin, Paris, 1954, pp. 83-86.

²² *Ibidem*. « Le drame de la stabilisation », in *Souvenirs d'un gouverneur de la Banque de France*, M. Th. Génin, Paris, 1954.

économiques, ainsi que les principes économiques que les pays ont suivis pendant la période d'avant et d'après la crise, qui prennent pratiquement les dimensions idéalistes ou réalistes des projets économiques de la SdN.

Venues sur le fond de la crise, les idées de Pietro Stoppani et d'Arthur Salter ont souffert aussi l'influence de la théorie libérale, marxiste et keynésienne et se sont constituées dans une solution à la crise et au déclin économique et politique de l'entre deux-guerres. Dans un tel contexte, pour bien comprendre les courants économiques au milieu desquels ont pris naissance les idées de Stoppani et Salter, on va analyser les théories classiques sur les causes de la crise de 1929.

La théorie libérale considère que la crise est le résultat d'un mauvais fonctionnement des marchés ou d'une mauvaise politique monétaire, des aspects qui perturbent la stabilité du système économique d'après la guerre. Le plus grand effet de la crise a été, selon le courant libéral, l'alimentation des actions des partisans de l'intervention de l'Etat et l'augmentation de l'interventionnisme économique. Le premier économiste anglais qui a traité la problématique de la crise a été Robbins dans son livre « La grande Dépression 1929-1934 », où la gravité de la crise est vue comme la détérioration des règles de l'économie de marché par les racines de la guerre (ex : le développement de la négociation collective du crédit à la consommation)²³. De même, Jacques Rueff et Alfred Sauvy²⁴ ont théorisé la crise comme effet de la destruction des mécanismes de marché.

La plus classique analyse de la crise a été réalisée par Milton Friedman, qui avait vu les mauvaises politiques monétaires et la baisse de la masse monétaire comme le fondement de la crise

²³ Lionel Robbins, *La grande Dépression 1929-1934*, Paris, Payot, 1935.

²⁴ Alfred Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Paris, Fayard, 1965.

catastrophique de 1929²⁵. D'autre part, l'économiste B. Bernanke, en faisant une analyse de la crise de 1929, considère la chute de la masse monétaire comme le résultat de la crise et non comme une cause de celle-ci.

Quelle qu'ait été la cause de la crise, les théoriciens libéraux ont essayé de montrer que la crise est une situation qui sera dépassée, avec certitude, dans une courte période.

La théorie marxiste. Par rapport aux théoriciens libéraux, les marxistes ont essayé de montrer que la crise serait la réalité qui allait influencer la disparition du capitalisme – une prophétie qui allait favoriser l'évolution du monde²⁶. Conformément à la théorie marxiste, en 1929 on parle d'une crise de surproduction qui venait sur le fond d'une crise généralisée. Etant donné le caractère monopoliste qui va empêcher la remise en place de l'économie, le capitalisme va disparaître.

La théorie keynésienne. La crise de 1929 a représenté le début des idées économiques du J. M. Keynes. Son œuvre principale où il traite des politiques de déflation et propose des solutions pour la relance économique du monde a été *La théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*²⁷. Pour les keynésiens et pour Keynes, l'enjeu de l'économie capitaliste n'est pas toujours fort et stable, par contre les règles du marché pourraient conduire au chômage et à la déstabilisation socio-économique.

²⁵ Milton Friedman, *Inflation et système monétaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1969. Il a donné comme exemple la politique monétaire des Etats-Unis d'Amérique où la masse monétaire a fortement baissé et les déposants ont accéléré leurs retraits de monnaie.

²⁶ Eugène Varga, *La crise économique, sociale, politique*, Paris, Editions Sociales, 1934.

²⁷ John Maynard Keynes, *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, Cambridge University Press, Cambridge, 1935.